

« Il n'y a pas de zone de non-droit à Molenbeek »

- La commune bruxelloise est-elle la plaque tournante du radicalisme en Belgique ?
- La question se pose après les opérations de la police fédérale.
- Elle n'est pas la seule à devoir être posée.

Tous les chemins du terrorisme islamique version noir-jaune-rouge mènent-ils à Molenbeek ? Les feux de cette actualité se sont en tout cas à nouveau concentrés sur la commune bruxelloise, ce week-end, avec deux nouvelles perquisitions effectuées sur ce territoire, soit huit au total dans le cadre de ce dossier et alors que les deux présumés djihadistes abattus par les forces de police à Verviers étaient inscrits dans le registre de population de cette commune.

Explication souvent entendue : Molenbeek a été géré 20 ans par Philippe Moureaux (PS) et l'homme est connu pour ses accommodements raisonnables. Résultat : on a laissé se développer des zones de non-droit ou même les policiers les plus hardis évitent de montrer leur képi, matraque-t-on. « Je ne peux empêcher personne d'entrer dans ce jeu-là, rétorque l'ex-maire (1992 à 2012). Cela permet à certains de cacher des réalités sociales, ce que nous payons d'ailleurs en partie aujourd'hui. Le drame que nous vivons est une aubaine pour ceux qui sont au pouvoir. Et la presse adore jouer à la peur : ça fait vendre les papiers... »

« Une fois pour toutes, il n'y a pas de zones de non-droit à Molenbeek, s'énerve presque l'actuelle bourgmestre Françoise Schepmans (MR). Il est arrivé que la commune connaisse des échauffourées, mais la police a toujours pris le dessus. La sécurité est assurée partout et il n'y a plus eu de crispation depuis très longtemps. Et lors des opérations de la semaine dernière, tout s'est passé dans le calme. »

Analyser des causes profondes

Pas plus que Molenbeek serait le Bronx belge, il ne doit être stigmatisé comme le haut lieu du terrorisme national, insiste pour sa part l'échevin Ahmed El Khannouss (CDH) : « Molenbeek n'est pas une plaque tournante du terrorisme, mais bien la deuxième commune la plus pauvre de Bruxelles. On doit faire une analyse de fond des causes profonde et ne pas emprunter, comme certains, des raccourcis en misant tout sur le sécuritaire. C'est pour cela que je suis extrêmement fâché contre ceux, y compris au sein de mon parti, qui proposent de retirer la nationalité de ceux qui sont allés en Syrie. C'est

vouloir renvoyer des jeunes d'où ils ne sont jamais venus. »

L'ex-partenaire du PS dit ainsi ne « pas vouloir stigmatiser Moureaux plus qu'un autre » et préfère parler d'une « responsabilité collective des politiques qui ont été amenés à gérer la question de l'intégration socio-économique des jeunes d'origine étrangère ». Selon lui, « le résultat actuel montre la faillite de politiques longues de dizaines d'années ». On a certes pris un virage après les années nonnante, « mais uniquement à travers de l'occupationnel. Il a manqué d'un investissement massif sur le savoir et l'enseignement et de moyens pour donner les outils aux acteurs indépendants de terrain et non politisés. Sur ce dernier point, j'adresserai un reproche aux socialistes qui ont longtemps été focalisés sur l'occupationnel et moins sur la transmission d'outils d'émancipation ».

L'échevine molenbeekoise de la cohésion sociale et islamologue Sarah Turine (Ecolo) tient le même langage. « Nous devons réinterroger les politiques de prévention et de cohésion sociale, estime-t-elle. Nous avons récemment réorganisé

les services et la plupart des acteurs, surtout des éducateurs de rue, m'ont dit que c'est la première fois en vingt ans qu'ils étaient amenés à s'interroger sur la finalité de leur mission ».

Car oui, convient-elle, Molenbeek reste un terrain propice au développement du radicalisme violent - même si selon certaines sources les arrestations concerneraient pour partie des faits de droit commun. Pourquoi ? Parce que, rappelle-t-elle, certains quartiers de la commune affichent des taux de chômage chez les jeunes supérieurs à 50 % et que, même ceux qui ont un travail ont au moins une fois été stigmatisés et ont développé une relation teintée de défiance avec les institutions (justice, écoles, médias...) qui les rendent perméables aux discours des prédicateurs. Pour Philippe Moureaux, plus que de faire appel aux chasseurs ardennais, « on doit s'interroger ce qui a conduit certains jeunes à aller se battre en Syrie. Si on ne le fait pas, on se prépare des lendemains qui déchantent. Ou qui chantent, pour l'extrême droite ». ■

FABRICE VOOGT

imams Restrictions sur les titres de séjour

Ce vendredi, le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Théo Francken (NV-A), déposera une proposition de loi pour renforcer le contrôle lors de la délivrance de permis de séjour pour les imams. Eviter la propagation des idées salafistes en Belgique passe, selon lui, par un renforcement des enquêtes qui devraient être menées par l'Ocam (Organe de coordination pour l'analyse de la menace), notamment pour les imams venant du Qatar ou d'Arabie Saoudite.

Pour le moment, les autres niveaux de pouvoirs (Communauté, Régions ou Communes) ne peuvent dire si la mesure aura des répercussions concrètes et préfèrent se taire.

Par contre, l'importation d'imams relance la question de la création d'une formation en Belgique. Depuis plus de 10 ans, les chercheurs pointent du doigt cette lacune. Dès 2008, l'Exécutif des Musulmans plaidait pour un encadrement et la mise en place d'une formation plutôt qu'un contrôle des messages délivrés dans les mosquées. Sur les 300 imams, seule une quarantaine est reconnue et a signé la charte de l'Exécutif.

En 2013, le gouvernement flamand, via Pascal Smet (SP-A)

alors ministre de l'Enseignement, avait prévu 100.000 euros pour établir un cursus officiel. En même temps, Didier Reynders (MR) revenait avec l'idée d'un contrôle des prêches. En juin dernier, Jean-Claude Marcourt (PS) recevait une étude sur la création d'un cursus universitaire interdisciplinaire sur l'islam. Le projet était que les universités francophones le coorganisent tout en précisant que cela prendra beaucoup de temps.

En attendant, des écoles privées comme la Faculté des sciences islamiques de Bruxelles, prodiguent leur enseignement sans aucune reconnaissance de diplôme ni contrôle de l'autorité publique. ■

VANESSA LHUILLIER

ENQUÊTES

El Bali en chambre du conseil mercredi

Marouane El Bali, le seul survivant de la fusillade qui a opposé jeudi soir à Verviers les unités spéciales de la police fédérale et les trois terroristes présumés, comparaitra mercredi matin devant la chambre du Conseil de Bruxelles qui devrait confirmer son mandat d'arrêt. El Bali nie toute implication dans les projets terroristes attribués à ses deux comparses : l'attaque de policiers, d'un commissariat et de bâtiments judiciaires. A Athènes, l'un des deux suspects arrêtés par la police grecque à la demande du parquet fédéral belge a été présenté à un procureur. La cour d'appel devra statuer sur la régularité de la procédure d'extradition. Le suspect ne devrait pas être remis à la Belgique avant plusieurs jours. L'homme aurait entretenu des contacts téléphoniques avec Abdelhamid Abaaoud, ce Belge d'origine marocaine de 27 ans qui a combattu dans les rangs du groupe Daesh. L'homme arrêté en Grèce est âgé d'une trentaine d'années. Il avait été détenu pour des délits mineurs jusqu'au printemps dernier.

M.M.

Le trafiquant carolo reste en prison

La chambre du conseil de Charleroi a prolongé le mandat d'arrêt à charge de Métin K., le suspect carolo soupçonné d'être entré en contact avec Amedy Coulibaly. Il reconnaît avoir acheté la voiture de la compagne du terroriste mais nie avoir fourni des armes à ce dernier. Métin K., connu de la Justice carolorégienne pour divers petits trafics tels que la tenue illégale de salles de jeux, s'était présenté de son plein gré à la police fédérale la semaine dernière. Il avait expliqué aux policiers avoir été en contact avec Amedy Coulibaly dans le cadre du rachat de la voiture de la compagne de celui-ci, Hayat Boumediene. Selon M^r Michel Bouchat, qui défend Métin K., un contact aurait été noué via un intermédiaire turc de Paris. Après la mort de Coulibaly, cet intermédiaire s'est représenté chez le Carolo pour réclamer l'argent lié à la vente du véhicule. Vu la personnalité du vendeur, lié au milieu terroriste, Métin K. aurait pris peur et s'est rendu aux autorités. Lors de la perquisition chez le suspect carolo, les enquêteurs ont trouvé des papiers évoquant un trafic d'armes qui n'est que local et n'a rien à voir avec les armes utilisées par Coulibaly. (b)

jeunes « Il avait un arsenal complet, de la Kalachnikov au plastique »

Deux de mes amis sont morts au djihad », raconte Khaled, parmi les quelques jeunes que nous avons rencontrés hier en plein centre de Molenbeek. « Un jour, un pote vient chez moi et me dit "On n'a plus rien à faire ici !" Il était titulaire d'un diplôme en informatique mais il n'arrivait pas à trouver de travail. Il portait la barbe, était d'origine marocaine. Il avait un arsenal complet, de la Kalachnikov au plastique. Il voulait aller faire la guerre. » A Molenbeek, ils sont nombreux à s'engager pour la guerre sainte, comme une alternative à la drogue, bien présente dans les quartiers, ou à la délinquance. Mais ils sont encore plus nombreux à observer d'un œil extérieur, un peu cynique.

Autour de la table, la plupart d'entre eux travaillent ou suivent des études. Malgré cela, ils ne voient pas l'avenir en rose. « On sait que nos diplômés seront une chance de plus pour trouver du travail. On sait aussi que ça ne suffira pas et que les discriminations existent. A côté de ça, on voit des jeunes de 15 ans, complètement fanatisés par des prêcheurs improvisés qui affirment avoir tout compris de l'islam et ap-

pellent au djihad. Ils sont lobotomisés, il n'y a pas d'autres mots », constate Farid.

Au contraire de ceux qui partent, eux, se sentent chez eux en Belgique et à Bruxelles, même si elle ne leur rend pas toujours très bien. « L'islamophobie, ce n'est pas une légende ! Nos parents ou nos grands-parents ont aidé à construire la Belgique d'aujourd'hui. On se sent chez nous, mais on nous balance nos origines en permanence. Cela passe par les regards méprisants des policiers ou même dans les médias, très réducteurs, se désole Rachid. Quand on prend l'exemple d'Anders Breivik, lui aussi est un terroriste, il remplit toutes les définitions. Mais quand il est jugé, on le considère comme un déséquilibré, et non plus comme un terroriste. Alors qu'un Musulman qui commet un fait divers sera soit un terroriste soit un bandit, mais on n'oubliera jamais de dire qu'il est musulman. Vu d'ici, il y a vraiment un "deux poids deux mesures." »

« On est des étrangers où que l'on aille »

« En fait, poursuit Farid, on est

plutôt étrangers où que l'on aille à cause des regards des autres. En Belgique, on reste les "Musulmans", les "Arabes", et de plus en plus, dans la tête des gens, sans qu'ils s'en rendent forcément compte, cela veut dire "terroriste potentiel". Et quand on retourne dans les pays dont nos familles sont originaires, nous sommes les émigrés. Pas étonnant que certains ne se sentent plus chez eux nulle part. »

D'ailleurs, ces jeunes n'ont plus confiance en ce qu'on dit d'eux. « On parle de nous sans cesse, partout, tout le temps, mais personne ne vient jamais écouter ce que l'on a à dire » analyse Rachid. Khaled va même plus loin. Le terme « complotiste » ne le dérange pas, mais il préfère affirmer qu'il ne croit que ce qu'il voit. « Avec tout ce que l'on voit, tout ce que l'on entend, difficile de croire ce que racontent les médias ». Et il voit beaucoup de choses : « Il y a beaucoup d'armes dans le quartier, beaucoup de drogue aussi. Et il y a des bruits qui courent dans les rues. Je suis certain qu'il va se passer quelque chose de grave. Les tensions entre Molenbeekois et poli-

ciers sont très vives. Un incident risque de très vite mettre le feu aux poudres. »

La perte de confiance touche aussi le monde politique. « On n'est même pas sûr que le bourgmestre habite réellement Molenbeek. Je ne sais pas qui elle est censée représenter mais ce n'est sûrement pas la jeunesse de la commune », s'inquiète Khaled. « Ce qu'on veut plus que tout au monde c'est que l'on nous donne nos chances. Depuis des années, les seules mesures concrètes que l'on voit au-delà des effets d'annonces, ce sont plus de policiers dans les rues et des jeunes que l'on occupe tant bien que mal avec le football ». A Molenbeek, on a parfois l'impression d'être citoyens de seconde zone : « Pourquoi ne pas ouvrir plus de bureaux Actiris pour aider la population à trouver du travail, pourquoi ne pas ouvrir des centres PMS, pourquoi ne pas ouvrir des bibliothèques, ou plus d'écoles. C'est de cette façon que l'on combattra la radicalisation » conclut Farid. ■

THOMAS CASAVECCHIA

Tous les prénoms ont été modifiés.

Younès Sur les traces du « plus jeune des djihadistes »

Une nouvelle photo d'un jeune Belge parti combattre en Syrie enflamme les réseaux sociaux proches des djihadistes. Au centre de la photo se trouve Younès, un Molenbeekois de 14 ans. Si le cliché, publié mi-décembre, refait surface aujourd'hui, c'est certainement parce que la police belge et européenne traque son grand frère, aussi connu sous le nom de guerre de Abou Omar Al-Soussi, le présumé instigateur de l'attentat déjoué jeudi dernier.

Sur la photo, sept combattants étrangers prennent la pose, tout sourire, comme s'ils étaient en vacances. Au premier rang, un jeune adolescent lève un doigt en signe de ralliement au « *tawhid* », l'unicité de Dieu, postulat essentiel de l'islam. S'il est impossible de vérifier le lieu où ce cliché a été pris, le décor correspond à une ville syrienne. Sur un rideau métallique,

à l'arrière-plan, un groupe combattant a marqué son territoire par un graffiti. La légende en arabe qui accompagne la photo depuis qu'elle a resurgi hier décrit Younès comme le « *plus jeune soldat de l'Etat islamique* ».

En Syrie depuis début 2014

Younès se trouve en Syrie depuis un an. Il est parti avec son grand frère au début de l'année 2014. Celui-ci s'est rapidement fait connaître sur les réseaux sociaux. En mars 2014, Abou Omar Al-Soussi se faisait filmer au volant d'une voiture tirant derrière elle des cadavres mutilés. Depuis le coup de filet anti terroriste de jeudi soir, il est activement recherché. Il est soupçonné d'être le commanditaire de la tentative d'attentat déjoué.

Younès, lui, est autrement sobre. Il apparaît pour la première fois sur une photo le 1^{er} août, plus de

six mois après sa disparition soudaine. Vêtu d'une tenue traditionnelle et armé d'une Kalachnikov, ce cliché lui vaut déjà à l'époque le titre de « plus jeune djihadiste étranger ».

Jusqu'à sa disparition en janvier 2014, Younès était un adolescent comme les autres. A l'école fondamentale numéro 9 de Molenbeek, les adultes n'avaient rien remarqué d'anormal dans son comportement. C'est dans cette petite école à l'allure paisible que Younès a effectué sa dernière année d'études complète, la sixième

primaire. Aujourd'hui, dans l'encadrement de l'école, on se dit « *choqué* » d'apprendre qu'il ait pu passer de l'école fondamentale à l'école de la guerre si rapidement.

A quelques rues de là, dans le

quartier où réside sa famille, les riverains sont peu bavards. Las de se voir pointés du doigt pour la situation économique difficile et la forte population immigrée de leur commune, les habitants de Molenbeek ne veulent pas se voir coller en plus l'étiquette « djihadistes ».

Quelques jeunes discutent devant l'église Saint-Jean-Baptiste. D'un signe de tête, ils confirment qu'Abou Omar Al-Soussi a grandi dans les parages. L'un d'entre eux pense savoir que la police se trompe de piste : « Lui ? Il est mort depuis longtemps ! C'est pas lui qu'il faut chercher. »

Dans un café du parvis, un pensionné marocain qui habite le quartier depuis cinquante ans feint de s'interroger, « Non, ça ne me dit rien, jamais entendu ce nom. » ■

GILBERT CARLSON (st.)

EN BREF

« Je suis 1080 »

« Je suis 1080 ». Comprenez j'habite la commune de Molenbeek et j'en suis fier. Si vous êtes accroc des réseaux sociaux, vous aurez certainement remarqué ce hashtag apparu depuis peu. Il émane d'habitants de Molenbeek qui, suite aux événements de ces derniers jours et au démantèlement de la cellule terroriste de Verviers, veulent lutter contre l'image négative de leur commune.



Deux djihadistes arrêtés à Zaventem

Deux hommes ont été interpellés jeudi à l'aéroport de Bruxelles. Ils sont soupçonnés d'avoir tenté de se rendre en Syrie y faire le djihad. Ces Bruxellois, de 19 et 35 ans, devaient partir pour la Grèce mais comptaient selon les autorités judiciaires rejoindre les rangs du groupe terroriste Daesh. Ils ne seraient pas liés à la cellule terroriste qui planifiait des attaques en Belgique. L'homme de 35 ans est père de plusieurs enfants et son épouse est enceinte.

Plainte contre Philippe Tesson

Les propos du journaliste français Philippe Tesson sur *Europe 1* la semaine passée sont visés par une enquête. Dans la matinale de Jean-

Marc Morandini, l'ancien patron et fondateur du *Quotidien de Paris* a tenu des propos polémiques sur les musulmans de France, lors d'un débat sur l'école : « D'où vient le problème de l'atteinte à la laïcité sinon des musulmans? On le dit ça? Et bien moi, je le dis! Je rêve ou quoi? C'est ça notre problème actuellement, c'est les musulmans qui mettent en cause la laïcité! C'est les musulmans qui amènent la merde en France aujourd'hui! »

écoles juives

Sécurité maximale

REPORTAGE

La première est l'école Beth Aviv, à Uccle. Grand bâtiment de couleur claire, discret, sans portail ou barricades. Seulement quelques caméras surveillent les alentours. A l'entrée, ce lundi, deux militaires lourdement armés font la garde. A peine arrivé sur place, les militaires viennent aux nouvelles. En anglais, ils demandent la raison de notre présence. Tout de suite, le responsable de la sécurité,

s'exprimant, lui, en français, vient à notre rencontre. « *Veillez quitter les lieux, on ne communique pas* », seront ses seules paroles.

Direction maintenant, un autre établissement d'Uccle, l'Athénée Ganenou. Située dans une rue calme, elle ne ressemble pas vraiment à une école. Hauts grillages, postes de garde, et nombreuses caméras... deux militaires à l'entrée, un sur le toit. Eux aussi, armés jusqu'aux dents. Nous n'avons pas le temps de mettre le pied dans la rue qu'ils viennent à notre rencontre. Toujours en anglais, ils demandent calmement ce que nous faisons là. Une seconde plus tard, un homme sort d'une des portes d'un poste de garde. « *Nous sommes en état d'alerte. Vous voyez bien les militaires. Normalement, il n'y en a pas* », explique le responsable de la sécurité. Il

échange quelques mots au talkie-walkie et nous demande ensuite de quitter les lieux. Sur les quelques minutes qu'aura duré cet échange, trois voitures de police sont passées devant l'école.

Pour finir, nous nous rendons à l'Athénée Maïmonide à Anderlecht. Le bâtiment est grand, haut, froid et très austère. Nous avons du mal à croire que c'est une école. Là aussi, deux militaires se tiennent devant une énorme porte de fer criblée de caméras. Deux gardes de sécurité, oreillettes à l'oreille et l'air très sérieux, ne veulent, à nouveau, rien entendre. Le parking face à l'établissement est vide et seul un véhicule de l'armée y est garé.

Les établissements bruxellois de confession juive sont donc en état d'alerte. Pour l'instant, aucun incident n'a été à déplorer. ■

BENJAMIN DI LAURO (st.)

Pour lutter contre le fondamentalisme, Liège déploie militaires et assistants sociaux

À la droite, un gouvernement fédéral compétent pour ces matières sécuritaires que sont notamment l'Intérieur et la Défense ; à la gauche, des Régions et une Fédération en charge du volet préventif. Et entre ces deux niveaux de pouvoir, entre répression et prévention, les Villes et Communes, acteurs de première ligne car en contact direct avec la population, y compris ses éléments les plus menaçants.

C'est pour cette raison qu'une circulaire envoyée par Joëlle Milquet en avril 2013 enjoint les bourgmestres à « établir une stratégie locale de prévention et lutte contre le radicalisme » et qu'une seconde circulaire, signée cette fois de Melchior Wathelet (Intérieur) et De Block (Justice) en septembre 2014 insiste sur la nécessité de suivre les *Foreign Fighters* (combattants étrangers) résidant sur le territoire. De nouveaux défis donc pour les Villes et Communes : les moyens humains et financiers sont maigres et il n'existe pas de recette toute faite pour repérer les islamistes les plus radicaux.

La Ville de Liège - sur le territoire de laquelle ont été identifiés 19 profils à risque, dont 4 djihadistes revenus de Syrie - s'attelle depuis 2013 à la mise en place de ces plans de bataille. Un coup d'accélérateur a été donné cet automne avec la désignation d'une personne en charge de la prévention du radicalisme.

Ce plan de prévention est un des plus aboutis en Belgique francophone, il fait la part belle au vivre-ensemble et à la cohésion sociale. Car, insiste le bourgmestre, Willy Demeyer, « c'est le moyen le plus efficace d'éviter des situations d'isolement et de repli sur soi qui peuvent déboucher sur des volontés de rupture avec la société. »

Le vivre-ensemble

Une présence forte des services publics et associations (décentralisation des services com-

munaux, bibliothèques, clubs sportifs, etc.) dans les quartiers est nécessaire, estiment les autorités communales, pour maintenir une cohésion sociale aussi forte que possible et éviter que des jeunes se sentent relégués au bord du chemin. « *Il faut occuper le terrain*, martèle Manuel Cameron, désigné pour coordonner cette prévention contre

le fondamentalisme. *On a de la chance d'avoir, à Liège, un maillage associatif assez dense, il faut le maintenir et donner des perspectives aux jeunes si on veut les éloigner du radicalisme.* » « *Les jeunes, précise pour sa part le bourgmestre, doivent garder foi en l'égalité des chances. Ils doivent savoir que s'ils fournissent les efforts nécessaires à l'école, ça portera ses fruits. Ils doivent pouvoir aller faire du sport, il faut aussi qu'ils puissent décrocher un emploi (...)* Malgré les moyens qui s'amenuisent, le public doit veiller à rester bien présent sur le terrain. » Une meilleure connaissance du fait religieux est, parallèlement tout aussi indispensable : « *Lorsque j'ai été désigné à cette fonction*, reprend Manuel Cameron, *le premier objectif que je me suis donné a été de mieux connaître ces phénomènes de radicalisation en consultant des documents de référence et des experts.* »

La formation du personnel

Au niveau européen, une formation Coppra (*Community policing and prevention of radicalisation*) est dispensée aux agents de quartier afin de détecter les signes avant-coureurs de radicalisation. Mais rien n'est prévu pour les civils qui, eux aussi, sont en contact direct et quotidien avec la population : agents des CPAS, assistants sociaux, directeurs d'écoles, etc. Un vide que la Ville de Liège entend combler en leur fournissant à

eux aussi, une grille d'analyse et de critères définis. Les informations recueillies seront transmises à un comité pluridisciplinaire (policiers, magistrats, sociologues...) encore à créer.

Des partenariats

« *Au niveau local*, reprend Manuel Cameron, *il est important que tous les services travaillent ensemble : les agents de prévention mais aussi les autorités judiciaires et policières, le milieu associatif...* » Un dialogue constant, qui ne date pas d'hier et qui permet, en cas d'urgence, à ces mêmes acteurs de se retrouver très rapidement autour de la table. C'est cette tradition de dialogue et de concertation

qui, au lendemain de l'attentat dans les locaux de *Charlie Hebdo*, a permis au bourgmestre de rencontrer les responsables de la plupart des mosquées implantées sur le territoire communal. « *Je leur ai demandé de donner un signal clair à la jeunesse, je ne voulais pas que la situation dégénère* », résume Willy Demeyer. Il enchaîne : « *Le bourgmestre doit être un ensemblier, il doit faire travailler tout le monde ensemble, il doit aussi composer avec les différents niveaux de pouvoir.* » De manière générale, reprend-il, « *les gens ont le droit de s'exprimer et celui de manifester mais je ne veux pas d'appel à la haine (...)* Tout le monde est le bienvenu à Liège mais tout le monde doit respecter tout le monde. »

Le suivi des « returnees »

Les « *returnees* », ce sont les combattants revenus au pays. Qu'il conviendrait donc de surveiller de très près. Leur suivi est assuré par une « *task force locale* » qui se réunit régulièrement et qui rassemble des policiers (locaux et fédéraux) mais aussi un représentant de l'Ocam et de la sûreté de l'Etat. Tous les combattants

font également l'objet d'un suivi individualisé. Et puis, quel accueil réserver à ces familles désemparées par la radicalisation d'un de leurs membres, voire par son départ en Syrie ? *« Il est important qu'elles puissent garder le contact avec ce fils, cette fille, ce frère ou cette sœur, insiste Manuel Cameron. Les liens ne doivent pas être coupés. Il faut aussi répondre à leur détresse. »*

Un travail de réseau

Les Communes belges ne sont pas, loin s'en faut, les seules à être confrontées à cette montée du radicalisme dans une frange de la population. Aussi la Ville de Liège s'inscrit-elle dans une série d'initiatives belges et euro-

péennes : le projet européen Liaise qui assure un soutien méthodologique aux municipalités dans l'élaboration de leur stratégie préventive, des contacts avec la police d'Arthus, au Danemark, qui développe un projet social de prise en charge des combattants, etc. ■

JOËL MATRICHE

RENFORT MILITAIRE

Des soldats pour garder la Justice

Willy Demeyer a demandé, lundi, au gouvernement l'envoi de militaires pour sécuriser les quatre implantations du palais de Justice. *« Non que j'aie été averti d'un risque imminent mais si on*

veut garder le même niveau d'activité à Liège, il faut des renforts », justifie le bourgmestre. Quand les militaires seront-ils là ? Combien seront-ils ? Pendant combien de temps ? Des points d'interrogation qui devraient être balayés mardi lors d'une réunion programmée entre la Ville de Liège et sa police d'une part, le fédéral d'autre part. Les militaires, insiste néanmoins le bourgmestre, seront exclusivement affectés à la garde de certains bâtiments et ne pourront pas patrouiller en ville. Ils seront sous le commandement de la police et non sous l'autorité de leur hiérarchie habituelle.

JO. MA.